

L'Aiguillon

Journal (in) pertinent d'informations de l'agglomération chartraine

Mardi 25 novembre, à 20h30, au salon Marceau de l'Hôtel de Ville de Chartres, Conférence publique à l'initiative de l'Association Solidarité avec les camps palestiniens de Bethléem : « Les forces de paix dans les sociétés civiles israélienne et palestinienne » avec la participation de **Leila Shahid**, Déléguée Générale de Palestine

Parking

Commerçants, sortez vos mouchoirs Vos baux vont flamber !

Le beau parking de George W. Gorges fait des heureux. Propriétaires d'immeubles et avocats se frottent déjà les mains ! Les commerçants peuvent, eux, commencer à sortir les mouchoirs.

Depuis 1953, les commerçants locataires de leur boutique, bénéficient d'un statut qui les protège des velléités du propriétaire d'augmenter leur loyer. Tous les locaux dans lesquels sont exploités des fonds de commerce y sont soumis. Le commerçant bénéficie d'un bail d'au moins neuf ans et du droit au renouvellement de ce bail à un loyer plafonné. Ces droits ont été qualifiés de "propriété commerciale" en raison de leur importance et représentent souvent l'élément le plus important du fonds de commerce.

Les bailleurs, pour leur part, n'apprécient pas du tout le droit au renouvellement à loyer égal. Imaginons une ville où les loyers des locaux commerciaux ont flambé pendant les neuf années du bail. Tout propriétaire souhaite profiter de cette valorisation de son bien en le louant plus cher. Or, du fait de la règle du plafonnement, son locataire a droit à un nouveau bail aux mêmes conditions que le précédent. Pendant 18 ans (la durée de deux baux consécutifs !), la variation du loyer aura été sensiblement égale à celle du coût de la vie. Et nous le savons tous, le prix de l'immobilier augmente souvent beaucoup plus vite...

Un bon motif d'augmentation des loyers

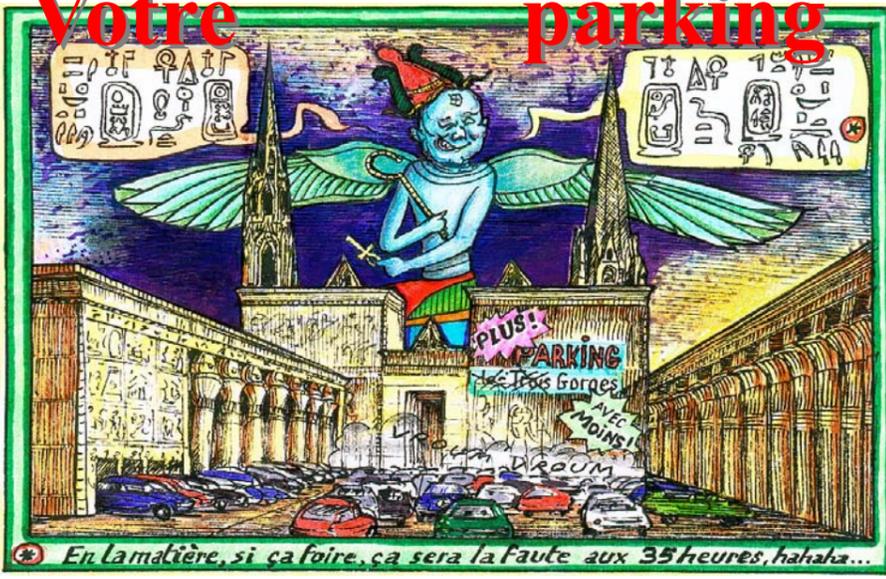
Le seul moyen pour un propriétaire d'obtenir que le bail soit renouvelé au prix du marché, à ce qu'on appelle la valeur locative, c'est de prouver qu'il y a un motif de "déplafonnement". Ces motifs peuvent provenir de conditions internes au bail : modification des lieux loués, travaux, nouvelles activités exercées par le commerçant. Ils peuvent, dans des cas très restreints, provenir de causes externes. Les textes disent alors qu'il doit y avoir une "modification matérielle des facteurs locaux de commercialité" ayant entraîné par elle-même une variation de plus de 10% de la valeur locative. En d'autres termes, les éléments extérieurs aux locaux loués mais qui participent à l'intérêt commercial de l'emplacement doivent avoir changé et ce changement doit avoir provoqué une modification de la valeur des loyers commerciaux environnants de plus de 10%.

Il n'y a guère qu'à Paris et dans sa banlieue chic que les propriétaires parviennent à déplafonner ainsi le loyer de leurs locaux. Il faut, par exemple, que la construction d'immeubles amène une population nouvelle importante, qu'une station de métro soit créée, qu'un musée ou une galerie commerciale ouvre. Et un parking de 1.200 places, c'est un excellent moyen de déplafonnement, tous les juges vous le diront !

Alors, écoutez bien lorsque vous vous promenez dans Chartres le soir. En tendant un peu l'oreille, vous entendrez le chœur des propriétaires et des avocats clamer "merci, merci M'sieur l'Maire !". Et en réponse, les voix chevrotantes des commerçants répondent : " Non, s'il vous plaît, touchez pas à not'loyer !".

Pepe Carvalho

Votre parking



Énergies Citoyennes, j'écris ton nom !

Alain Souchon nous chante : « On avance on avance on avance, c'est une évidence on a pas assez d'essence pour faire la route dans l'autre sens, il faut qu'on avance ». Il a bien raison.

Au printemps 2002, la droite française monte dans le train pour « Ultra Libérale City », tandis que la gauche reste sur le quai. Aujourd'hui, alors que la locomotive UMP roule de plus en plus vite sur le rail social français, démontant une à une les différentes stations, les courants de gauche s'accusent mutuellement de ne pas avoir acheté les bons tickets. Désorganisée, indécise, fébrile, cette gauche perd du temps ; de divisions grotesques en alliances bidon, elle offre un spectacle ridicule à ses militants et sympathisants. Oui mais voilà, allons-nous attendre que le gouvernement brise un à un les feux rouges pour rejoindre sa destination sans encombres ?

Nous sommes de plus en plus nombreux à penser que les tentatives d'action des syndicats et partis « gauchistes » ne suffiront pas et qu'il faudra compter sur le mouvement social pour arrêter la machine. De plus en plus nombreux à penser que le

gouvernement ne doit pas être un « électron libre » qui réalise ses desiderata en se moquant de la simple opinion publique. De plus en plus nombreux, enfin, à espérer ne plus voir cette France affolée, sans autre alternative que la « bête immonde » d'extrême droite et le voleur charismatique !

Oui mais voilà, comment faire ? En dehors des partis politiques, c'est « un contre-pouvoir populaire » qu'il nous faut créer, un espace réservé et contrôlé par et pour le peuple, qui deviendrait l'organe de référence de tous les citoyens. Un espace de dialogues et d'échanges, multicolore et pluri politique. Des associations citoyennes qui fleurissent partout sur le territoire, avec la même ligne de conduite : « le citoyen est un maillon de la vie politique de son pays, il est décisionnaire de l'avenir de la société dans laquelle il vit. Par son poids et son action, il nourrit les jugements des gouvernants et ainsi fait respecter la parole du peuple ».

Alors reprenons goût à la politique, retrouvons-nous, de Lille à Marseille et de Brest à Strasbourg, autour de ces Énergies Citoyennes, pour décider ensemble du devenir de notre ville, de notre région, de notre pays et de notre planète.

Solferino

LUCÉ
Suite p. 4
Avis de tempête. Il est des calmes plats trompeurs. Fidèles

lecteurs de L'Aiguillon, amis lucéens, ne désespérez pas au sujet des « affaires » Morland. Sachez simplement que l'étau se resserre sur « l'ancien imprimeur ». Au niveau fiscal, L'Aiguillon est en mesure de vous révéler que le maire de Lucé ne sortira pas indemne des procédures engagées contre lui. Dans l'affaire de l'imprimerie l'Alençonnaise, Morland, qui avait rechigné à payer la totalité de sa caution (160.000€) pour rester en liberté suite à sa mise en examen pour abus de bien social, a dû s'exécuter devant la menace de l'emprisonnement. Dans l'affaire Lucé Info/Burostyl, révélée par nos soins, et que nous avons qualifiée de prise illégale d'intérêt, Patrick Desmure, le procureur de la République de Chartres, a pris le dossier en main. Et nous lui faisons confiance...

Peau de hérisson. Jacques Morland est un homme généreux quand la monnaie ne sort pas de sa poche. Dominique Passavy, embauchée comme directeur de cabinet à la mairie de Lucé, a vu sa paye augmenter de presque 50%. Au bout de 18 ans de carrière, l'ex-secrétaire d'imprimerie a enfin réussi à faire cracher son tôle. Salaire d'employé de JM, misère ; salaire de contractuel, la vie est belle ; salaire de complaisance, Byzance... Contribuables lucéens, Morland a besoin de votre pognon ! Aucune opération de sponsoring (blousons, survêtements et autres rings de boxe) n'a vraisemblablement jamais été financée à partir de son portemonnaie perso en peau de hérisson. Génie ou cupidité ? Gloire à la griffe Morland et aux mannequins porteurs de ses fringues ! J'en perds la boule... Je suis K.O.!

Jean Pùlassueur

Prochains CM à Lucé et à Chartres le 27 novembre.

Nous sommes bien d'accord, les élections ne servent à rien ! Tout au moins dans leur forme traditionnelle. C'est pourquoi, sur TV-TOP-PLUS, nous vous proposons un nouveau jeu pour sélectionner les élites politiques, notre grand jeu, **Le Choix du Meilleur**.

Aujourd'hui, nous recevons **JEAN-PIERRE GORGES** et **JACQUES MORLAND** qui vont s'affronter dans un duel en direct. Nous leur poserons six questions. Celui qui obtiendra le meilleur score sera appelé à diriger la droite locale. Attention messieurs, êtes-vous prêts ? JM : « Paré ». JPG : « 5 sur 5 ! ». Très bien, messieurs, nous sentons déjà qu'il va s'agir d'un duel littéraire contre scientifique. Que le meilleur gagne !

Première question : Comment faire disparaître 20.000 voitures de la surface de la terre eurélienne ? Vous avez deux secondes. Un, deux. C'est fini, monsieur Morland ? « Je les peins couleur route ». JPG : « Je construis un parking sous la totalité de Chartres et de son agglomération ». Bravo monsieur JPG, c'était ça, le point est pour vous !

Seconde question... géographie. Où est le Luxembourg ? Quatre secondes... Top ! D'abord monsieur JPG, ensuite monsieur Morland. JPG : « A l'Est de la France ». JM : « Au bout de ma Mercedes ». Effectivement, très bonne réponse de monsieur Morland, c'est au



bout de votre Mercedes. Un partout.

Troisième question : Que fait-on quand on est maire et qu'on veut garer SA voiture dans SA ville, sur un emplacement strictement interdit ? Non, messieurs, je vous en prie, ne rigolez pas, on vous regarde... Alors, alors ? JM : « Je me gare ». JPG : « Je me gare ». Brillant messieurs. Evidemment, c'était la seule réponse possible. Un et demi dans les deux camps.

Quatrième question : Qu'est-ce qui

coûte le moins cher, une tonne de semence de blé dur AZ28DZ ou une tonne de semence de tournesol BBK16AA ? Comme c'est dur, vous avez deux minutes. Je vois que monsieur JPG bondit sur son ordinateur portable, bravo monsieur JPG, le vrai sens de la compétition ! Monsieur JM par contre ne fait rien. Un génie du calcul mental ?... Messieurs, le temps est écoulé. Vos réponses ? JPG : « C'est le BBK16A, il coûte deux centimes d'euro de moins le demi-quintal, et je ne peux pas m'être trompé, ce

n'est pas possible, je suis trop fort, je suis trop scientifique, moi ! ». JM : « Laissez-moi rigoler, c'est clair pour moi, le moins cher, c'est le plus cher, quand je décide de ne pas le payer. Oui, monsieur JM, oui, oui, oui, et oui, vous gagnez !

Question numéro 5 : Qu'est-ce qui a quatre pattes le matin, deux pattes à midi et zéro pattes le soir ? Réponse immédiate, messieurs, messieurs, vite, vite ! JM : « Ma réputation ! ». JPG : « Les subventions aux associations ! ». Oh ! Oh ! Deux fines réponses, mais celle de monsieur JPG l'emporte d'un quart de longueur de finesse. Deux et demi partout.

Voici donc la dernière question, à réponse instantanée, la question qui va départager nos deux excellents candidats : Qui a dit : « Le bonheur est là où je suis ? ». JPG : « C'est moi ! ». JM : « Non c'est moi ! ». JPG : « Je te dis que c'est moi, demande aux Chartreins ». JM : « Bien sûr que non, c'est moi, le premier Lucéen venu te le dira ». Messieurs, messieurs, voyons...restez assis...non ! Pas avec le micro...lâchez-lui la cravate...coupez... Je vous en prie, c'est Voltaire...c'est Voltaire qui l'a dit, je vous le dis...c'est marqué sur mon carton...non...laissez-moi...pas les dents...cou...cou...pez...

Fari Bole

Le chantier pharaonique du parking des boulevards va coûter cher, très cher. On avance au bas mot la somme de 55 millions d'euros (total du coût des travaux souterrains et de surface, soit plus de 360 millions de francs) ! Outre que l'utilité d'un parking aussi important n'est pas prouvée, que pourrait-on faire avec autant d'argent ?

Ne serait-il pas plus utile, pour les Chartres et les habitants de l'agglomération de :

- 1) Construire un parking de moyenne dimension (400 places), près de la place Pasteur, pour compléter l'encerclement de la ville après les parkings Châtelet, Grand Faubourg et celui des Halles ?
- 2) Rénover et agrandir (modérément) les *Enfants du Paradis* : cinq salles, avec bar et restaurant, librairie, disquaire..., ainsi qu'un espace aménagé pour des musiciens dans le patio (faire la queue en écoutant de la musique, c'est toujours plus sympathique !) ?

3) Ouvrir des espaces de répétition pour les groupes de musiciens amateurs, dans l'enceinte de l'école de musique ou près des centres sociaux ?

4) Renforcer les structures des centres sociaux et maisons pour tous. En construire une sur le quartier des Comtesses ?

5) Bâtir une médiathèque en partenariat avec les communes de l'agglomération, renforcer les structures existantes des bibliothèques du centre-ville, de la Madeleine et Beaulieu, ainsi que le bibliobus ?

6) Créer une piscine olympique à Beaulieu pour répondre à la forte demande des adeptes de la natation sur notre agglomération ? La ville de Chartres n'est pas une mégapole, (sauf à se relier à Paris par RER, au Mans par TGV, à accroître le nombre de ses habitants, à développer les propositions en matière d'emploi, d'études, de logements...), elle n'a aucunement besoin de « méga-projets ». Pour notre

bonheur, il nous suffit d'équipements adaptés à la taille de notre agglomération. La communauté d'agglomération chartraine (Comach) a été créée pour répondre aux besoins de tous ses habitants. Comment se fait-il alors que nous ne voyons pas émerger des projets élaborés en commun répartis sur toutes les communes ? Une autre idée mérite réflexion : pour desservir tous les équipements de cette agglomération, réduire le flot de la circulation automobile, sans investir lourdement dans la construction de parkings, pourquoi ne pas proposer des bus gratuits ?

7) Décentraliser les travaux d'embellissement au lieu de privilégier toujours le « Cœur de Ville » ?

Avez-vous d'autres propositions ?

Denys Calu

Les piques de Musenpeine

Français, bougez ! En ce moment, on n'arrête pas de nous inciter à bouger. « Les Français doivent bouger », « Oui à la France qui bouge »... Mais pourquoi faudrait-il toujours bouger ? Pourquoi n'aurait-on pas le droit de rester immobile de temps en temps ? J'ai peur qu'à trop bouger, on devienne des agités...

Hausmann ou Attila ? La ville de Chartres est entrée dans l'ère des grands travaux. Il y a peu de temps encore, on nous expliquait doctement que la ville était tellement endettée que les banques se faisaient tirer l'oreille pour lui prêter de l'argent. Quelques années plus tard, plus de problème, l'argent coule à flot. Un vrai miracle. Le problème, c'est que je ne crois pas aux miracles...

Prolétaire mon prince ! JPG qui n'en rate pas une a déclaré lors de sa visite aux Artisanales : « le travail abolit l'homme ». Quelle tristesse pour les rentiers ou pour les aristocrates oisifs de ne pas pouvoir partager le bonheur indicible des femmes de ménages, des éboueurs, des égoutiers, des balayeurs abolis par leurs rudes travaux. Notre bien-aimé maire ne serait-il pas homme à paver de bonnes intentions l'enfer des autres ?

Silence dans les rangs. Le ministre délégué à l'enseignement scolaire, Xavier Darcos, préconise le port d'un uniforme à l'école et le retour au vouvoiement. Ayant un âge certain, tout cela fleurit bon ma jeunesse. Je trouve d'ailleurs ces mesures trop timorées. Je suggère, en plus, le port du bonnet d'âne, les coups de règle sur les doigts et le retour à une école de filles distincte de l'école des garçons. Je suis sûr que les pur-sang de l'UMP approuveront. Quant aux bœufs...

Clientélisme. Le gouvernement a récemment augmenté fort discrètement les honoraires de quelque 35.000 médecins spécialistes. Pendant ce temps, le Français de base subit la réduction de remboursement d'un nombre croissant de médicaments et l'augmentation du forfait hospitalier. Pas de doute, c'est bien la droite qui gouverne...

Le pur sang et la tortue. Dans le *Libération* du 6 octobre, JPG se compare à un pur sang. Personnellement, je préfère être la tortue de Jean de La Fontaine plutôt que le pur sang de Madelin...

Au boulot ! Dans le même article du journal cité ci-dessus, JPG apporte la preuve irréfutable des méfaits des 35 heures. « Le week-end dernier, affirme-t-il, le pont de l'île de Ré était plus encombré que durant le week-end du 15 août. Les 35 heures ont mis les cadres au chômage... Euh, en vacances ». Bigre, l'heure est grave. Voilà en effet une situation révoltante. Non seulement ces fainéants de cadres ont beaucoup de congés mais en plus ils en profitent pour aller à l'île de Ré. Scandaleux ! Cela dit, peut-être qu'il n'y avait pas que des cadres dans les bouchons du pont. Peut-être qu'il y avait aussi des ouvriers, des commerçants, des employés... Si ça se trouve, dans la masse se cachaient des chômeurs, oui des chômeurs, ou un ancien premier ministre retiré de la vie publique, un député-maire... Tiens, que faisait-il donc à l'île de Ré celui-là au lieu de travailler au sauvetage de la France ? Quoi qu'il en soit, il est évident que cela ne peut plus durer. Mais je pense qu'avec des arguments aussi pointus, les Français comprendront qu'il faut se remettre de suite au travail. Bon, j'arrête là mon papier car le sujet devient vraiment trop « touchy* »...

* sensible, in french

Ni gauche, Ni droite, automobilistes !

Les premiers coups de pioche du grand parking souterrain de la place des Épars résonnent à Chartres et captent toutes les attentions. Si le grand trou de JPG démarré parallèlement à la réduction des lignes de bus montre quelles sont les priorités de la municipalité chartraine en matière de déplacement urbain, la situation de l'agglomération dans son ensemble n'est guère encourageante. La place réservée au piéton, au cycliste, au marcheur, à la poussette, au flâneur, ou plus simplement à l'homme reculé. Si l'on passe les timides exceptions de Luisant et du Coudray, qui tentent quelques pistes cyclables, le tableau est

sombre. Ne parlons même pas de Lucé. Oublions rapidement Champhol, où les élus croient encore que l'urbanisme consiste à tronçonner les champs de blé en parcelles de 500 m².

Passons sur Lèves qui vient de terminer la réfection de la rue de Longsault en « oubliant » qu'elle constitue un segment de l'axe vert des bords de l'Eure entre le stade des Grands-Prés et le chemin de Saint-Prest, et qui n'a donc réservé aucune place aux non-automobilistes pourtant très nombreux sur ce parcours.

Intéressons-nous à Mainvilliers, qui est en train de terminer l'aménage-

ment de l'un de ses principaux axes de circulation (la rue de la République), celui qui part de la gare de Chartres et dessert à la fois la plus grande piscine de l'agglomération, le collège et la mairie de Mainvilliers. Un trajet qui est donc susceptible de drainer en nombre des jeunes, des familles, des sportifs... Bilan : encore plus de parkings, moins de trottoirs, seulement une « bande de courtoisie » marquée au sol pour le cycliste.

Devra-t-on attendre le XXI^e siècle pour que l'on redonne la priorité à l'homme dans nos villes ?

Gilles Loiseau



Le lacet dans un œillet, le lacet dans 2 œillets, les lacets dans 3 œillets, ça y est je suis prête, j'ai les deux pieds bien chaussés.

Voici comment, par choix mais aussi par commodité, difficultés de circulation obligent, débute chacune de mes journées. Jusque-là, je maîtrise.

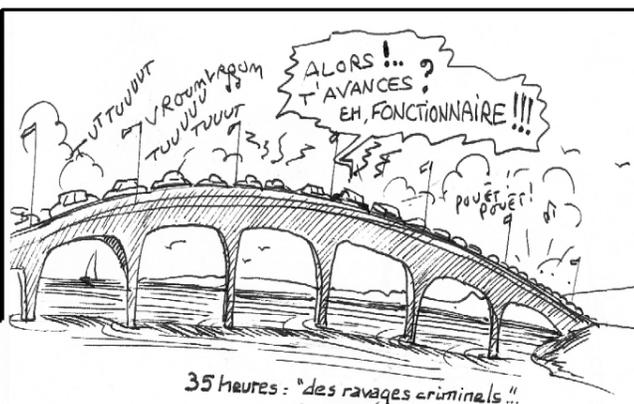
Pourtant à l'arrivée dans le gruyère qu'est devenue notre, votre, leur « Cœur de Ville », pour moi comme pour tous mes concitoyens bipèdes, tout se complique. Automobilistes désorientés, routes barrées, déviations d'un jour signalées, policier au sifflet... mais où traverser ?

Je cherche, j'ouvre un œil et puis les deux mais rien, aucun passage protégé. Arrivée place des Épars, c'est à travers les trous et les voitures que je dois me faufiler. Aucun dispositif nulle part n'est prévu pour sécuriser la traversée, à croire que Chartres ne peut être traversé qu'en roulant.

Au loin, j'aperçois un Monsieur en costume, casque et gilet jaune. Je m'approche de lui et lui dis mon étonnement. La réponse est éloquente : « Pour des raisons de délais, on a commencé à creuser partout en même temps et on ne sait plus comment faire ».

Dans cette ville où l'on nous rebat les oreilles quant à la lutte contre l'insécurité, à grand coup de brigade de police municipale à pied, à vélo, à moto, à cheval ou avec chiens, à grand coup de vidéosurveillance, il me semble que la première des sécurités à préserver pourrait être tout simplement de traverser à pied sans risquer de se faire écraser !

Céline Prier



CM de Chartres
spécial parkings

Une ville pour les riches

La délibération la plus importante du mandat municipal 2001-2007 a été traitée vendredi 24 octobre par une assemblée d'élus clairsemée, en présence d'une vingtaine de spectateurs. Au programme, le contrat de délégation de service public entre la Ville et la société néerlandaise Q-Park pour la construction d'un parking souterrain de 1.140 places valant plus de 32 millions d'euros.

Entre 19h15 et 21 heures, JPG a entonné son refrain favori : « ça va marcher ». Mais L'Aiguillon, lui, a surtout retenu l'argumentaire de l'opposant de gauche Laurent Rabaté, auquel il adhère volontiers. L'ancien adjoint aux Finances a évoqué un contrat déséquilibré :

- dans sa conception (Q-Park va construire un parking, plus deux extensions, et récupérer aussi la gestion de tous les parkings souterrains municipaux déjà existants),
- dans son calendrier (à cause des délais

imposés par JPG - tout doit être bouclé avant les municipales de 2007 -, la négociation a été bâclée et Q-Park réalise une excellente opération, d'autant que la Ville a accepté de supporter l'essentiel des risques financiers),

- dans son coût d'investissement exorbitant (la place de parking va coûter 100.000€, au lieu de 100.000 F, presque 7 fois plus cher que la normale),

- dans la politique tarifaire du stationnement (l'augmentation énorme du prix du stationnement dans les parkings souterrains et de surface, ainsi que l'extension des zones payantes affolent les usagers et même les commerçants),

- dans sa durée (Jusqu'en 2035 au moins, la Ville renonce à maîtriser sa politique d'urbanisme, au seul profit de cette filiale du groupe Bouygues).

En cinq mots, JPG a décidé de transformer Chartres en « une ville pour les riches ».

G.L.

CHARTRES CAPITALE ?

Mais capitale de quoi au fait ? Notre Maire dans un délire de reconnaissance mondiale pour ne pas dire inter-planétaire, a cru bon de proclamer Chartres capitale de la lumière et du parfum ! Bonne nouvelle. Mais qu'en est-il au fond ?

Capitale de la lumière ? Jamais, notre ville n'a autant été dans le noir ! Noir du mépris de tout ce qui n'est pas dans les idées de son Eminence JPG 1^{er}, noir de toute communication avec ses habitants des quartiers au profit d'un seul centre ville univer-

sel et « mondialement » connu (à démontrer sauf pour ce qui concerne notre cathédrale), noir enfin pour l'abandon des actions sociales nécessaires à une plus juste répartition des ressources d'une « capitale ».

Capitale du parfum ? L'ambiance qui règne à Chartres devient de plus en plus malodorante. De gigantesques travaux sont lancés à la va-vite avec des inconnues sur le réel budget que cela coûtera au final. Même les services techniques de la ville se déclarent incompétents pour chiffrer les appels d'of-

fre que demande la municipalité, ce qui n'empêche aucunement l'édile de prendre leurs estimations comme base. Tout cela sent mauvais, très mauvais !

Il reste un titre de capitale mérité : celui du salon des Artisanales qui fête son dixième anniversaire. Eh non, monsieur Gorges, vous n'y êtes pour rien dans ce salon. Espérons que Chartres ne sera pas prochainement la capitale de l'obscurantisme et de l'anti-social affirmé !

Gildas Lahalle

Régionales 2004 : Quelle stratégie pour la gauche ?

19 heures 12. A la sortie du Floribar, les participants à ce 35^{ème} Café Po, devisent encore quelques minutes avant de se disperser. Alors, Dimitri, qu'est-ce que tu en as pensé ? Bien, bien... du monde, un débat riche, ouvert, assez convergent sur le fond. Mais quelle stratégie sans le PS local, qui s'est excusé de « ne pas pouvoir venir » tout en se déclarant « favorable à une large ouverture » ?

Alors, faute de passer à table, nous avons épluché le sujet du jour sous toutes ses coutures : grands principes, enjeux, doutes, certitudes... La notion même de « stratégie » heurte certains - principalement à EC -. Les valeurs d'abord !

Avec la réplique tout aussi pertinente de ceux qui prônent l'urgence d'un front pour stopper la droite et ses ravages actuels. Chevènementistes (Mathieu Brétilard) et communistes militent justement pour

Café Politique

une union sur des valeurs républicains, lutte contre le libéralisme, etc, « tout en préservant l'identité de chacun ». Les Verts, eux, « discutent et débattent en ce moment » ; tractations, tendances...

Un argument se détache : « il vaut mieux être dedans que dehors » : même dans l'opposition, on a des infos sur lesquelles on peut travailler. Quant à l'exercice du pouvoir, le bilan n'est-il pas positif, à gauche, pour la région Centre ? Pas question de la lâcher à la droite !

La question de l'alliance avec le PS est omniprésente : dilution des valeurs, attitude hégémonique voire cynique de ses dirigeants (« nous sommes en position de force, incontournables de par les règles du scrutin*, ceux qui ne se rallieront pas favoriseront le FN »). Insupportable. Vitrine électorale le PS ? Peut-être, mais que faire si les gens continuent de voter socialiste ?

*Les nouvelles règles du scrutin

En mars prochain, auront lieu les 4^{èmes} élections régionales depuis leur création en 1986, suite à la réforme de décentralisation menée par la gauche. Le scrutin de 2004 se déroulera d'après les dispositions suivantes de la nouvelle loi électorale d'avril 2003 :

- La proportionnelle à un tour unique disparaît. La nouvelle élection s'inspire fortement du mode de scrutin de liste à deux tours de l'élection des conseillers municipaux dans les communes de plus de 3.500 habitants (qui combine représentation proportionnelle et scrutin majoritaire) : la prime majoritaire attribuée à la liste ayant obtenu la majorité des suffrages au 1^{er} tour ou qui est arrivée en tête au 2nd est égale au quart du nombre des sièges à pourvoir.
- Le seuil pour l'accès des listes au 2^{ème} tour est fixé à 10% des suffrages exprimés, et à 5% des exprimés celui pour être autorisé à fusionner.
- Après l'élection, une fois que le nombre de sièges revenant à une liste aura été calculé au niveau régional, ces sièges sont répartis entre les sections départementales de la liste au prorata des voix obtenues par la liste dans chacun des départements.
- Chaque liste est composée alternativement d'un candidat de chaque sexe.
- Le mandat dure six ans.

Car, comme dit Gérard, pessimiste, si on attend l'entre deux tours pour bâcler un accord, on perdra sur tous les tableaux. « Réagir aujourd'hui ! » Et une union sans le PS, pour commencer ?

Dimitri Keltchewsky

Nous sommes tous des extrémistes manipulés !

Les luttes sociales du printemps 2003, la mobilisation contre la guerre en Irak, la rencontre en août au Larzac d'une grande partie des acteurs de ce mouvement social ont fait renaître l'espoir à gauche. Des appels se précisent pour proposer une alternative politique rassemblant les forces diverses de la gauche. Il est affligeant de constater qu'au PS et à la CFDT, l'échec de la politique du précédent gouvernement ne semble à l'évidence avoir fait l'objet d'aucune autocritique. L'équipe des vétérans, Strauss-Kahn, Fabius, Lang, Kouchner, Attali... toujours prête à nous faire profiter de sa sagesse et de son expérience, n'a pas l'intention de passer la main. S'aveuglant sur le mouvement social actuel, ils soupçonnent ses composantes d'être manipulées simultanément par la droite et par l'extrême gauche.

Trois exemples. A l'émission *100 minutes pour convaincre*, c'est Bernard Kouchner qui est envoyé pour tenter, en vain, de mettre José Bové en difficulté à propos de l'OMC. Dans *CFDT Magazine*, Henri Israël accuse : « les faux amis des pauvres, cette nébuleuse de groupuscules révèle un manque chronique de propositions... ». Plus près de nous, Jean-Jacques Chatel, maire PS de Mainvilliers, dans *La Missive* n° 32 se fait l'écho de Jacques Attali qui accuse Bové de trahir la cause des agriculteurs en dénonçant les décisions de l'OMC alors qu'elles vont dans le bon sens de l'aide aux agriculteurs des pays pauvres. Non, Jacques Attali et Pascal Lamy ne sont pas les amis des pays pauvres !

Le plus surprenant, c'est le développement du raisonnement de Jean-Jacques Chatel : le problème, écrit-il, ce n'est plus le sort des agriculteurs des pays pauvres, c'est que la droite risque d'utiliser la notoriété de Bové pour faire



voter pour les alter-mondialistes (souvent issus de l'extrême gauche) et diminuer les voix en faveur de la gauche (qui n'est pas extrême), socialiste en particulier.

De l'audace, du courage et de la conviction !

La situation que risque de laisser le gouvernement Raffarin appelle à la mobilisation, à la réflexion, si possible à l'union, pas au chipotage. La gauche traditionnelle PS, mitterrandienne, a montré lors de ses récents congrès et élections internes qu'une politique sociale, critique de la politique ultra-libérale, n'était pas à l'ordre du jour !

Par contre, non, les alter-mondialistes et José Bové parmi eux ne sont pas contre l'OMC. Ils ne revendiquent pas sa suppression, ils demandent à ce qu'elle respecte strictement la déclaration uni-

verselle des droits de l'homme et ne soit pas uniquement soumise aux lois du « business ».

Quant au mouvement social dont nous nous sentons pleinement solidaires, convergence d'associations telles ATTAC, Amnesty international, Energies Citoyennes..., de collectifs de soutien : aux Sans Papiers, aux réfugiés des camps palestiniens, à la Tchétchénie, de syndicalistes : enseignants, Confédération Paysanne, de partis politiques : Verts, PCF... Il n'est pas très sérieux de qualifier tous ces gens « d'extrémistes ».

En revanche, oui, nous sommes des idéalistes et nous le revendiquons. Héritiers d'idéaux philosophiques, humanistes, marxistes, chrétiens... En son temps, Jaurès aussi fut un idéaliste : pour faire évoluer une société malade, il faut bien se projeter dans le rêve d'un monde meilleur. Nous ne nous contentons cependant pas de rêver. Nous sommes présents au quotidien auprès des citoyens, nous recueillons leurs critiques, nous nous appliquons à développer cette proximité, nous sommes aussi capables de proposer des alternatives concrètes au tout libéral. Nous sommes réunis pour la défense de valeurs sociales qui, pour nous, sont essentielles. Et si nous sommes en résistance, ce n'est pas contre le changement. Nous aussi sommes des socialistes, merci de ne pas nous prendre pour des rigolos !

En conclusion, si le PS souhaite réellement un rassemblement des forces de gauche, il faudra que nous nous entendions sur un projet respectueux de ces valeurs, de nos sensibilités diverses et donnant la priorité aux laissés pour compte des politiques électorales « tout économique », ou « tout sécuritaire » des dernières années. Il faudra de l'audace, du courage, de la conviction. Le dénigrement ne saurait en aucun cas tenir lieu de programme !

Denys & Elisabeth Calu

G 7+1.

François Chagot, le maire (sans étiquette de gauche) de St-Prest, commune candidate pour adhérer à la Comach, est prévenu par JPG : St-Prest ne pourra rejoindre le Groupe des Sept que lorsque la réforme de la représentation des communes voulue par JPG (repoussée une première fois par les communes périphériques, parce que trop favorable à Chartres) aura été validée. L'idée que la ville-centre devienne minoritaire dans la Comach empêche son député-maire de dormir. C'est est qu'il a absolument besoin de la « solidarité des autres » pour financer ses projets municipaux...

Boues urbaines.

Le magazine de la Comach, *Com'Infos* n°11 nous tartine sur toute sa page 14 sa prétendue capacité à recycler les « boues urbaines ». En réalité, les déchets issus de la station d'épuration ou du compostage ne sont pas utilisables ailleurs que dans un plan d'épandage agricole. Habitants de l'agglomération, essayez toujours de vous en servir comme amendement organique dans une plantation. Vous déchanterez très vite et devrez aller à Rambouillet ou Ouarville pour trouver ces déchets, qui satisfont les normes de commercialisation. Qu'on se le dise une fois pour toute : aujourd'hui, la communauté d'agglomération chartraine ne sait pas gérer ses déchets !

Déchets.

« Elle coûte cher, pollue plus et ne répond plus aux normes », ainsi s'exprimait JPG en octobre 1998 à propos d'Orisane, la centrale d'incinération de l'agglomération située à Mainvilliers. Il critiquait son coût (300 millions de francs) et sa capacité de 110.000 tonnes pour un potentiel de moitié, « une fois de plus, les habitants du district feront les frais de cette gestion « mégalo ». Et voilà qu'aujourd'hui, JPG envisage de doter Orisane d'un four supplémentaire. Sa façon à lui de promouvoir le développement durable tout en portant le deuil du tri sélectif...

La folle semaine de G. Perduochange

Lundi matin, je reçois l'échéancier concernant mes impôts locaux. Ceux-ci sont passés de 60 € annuels à 28.

✓ Mardi matin, heureuse de faire une économie annuelle de 32 €, je chante...

✓ Mercredi matin, le régisseur des HLM vient chez moi pour percevoir mon loyer. S'étonnant que mon APL ne soit toujours pas régularisé depuis juillet, il me conseille d'appeler la CAF.

✓ Jeudi matin, après une bonne quarantaine de sonneries, un agent de la CAF me répond. Changement du mode de calcul, je dépasse le plafond, je n'ai plus le droit à l'APL. Pourtant, je suis assistante maternelle, aussi le code des impôts me donne-t-il le droit de déduire de mon salaire 3 heures de SMIC par enfant. Ne prenant que 2 heures 25 de SMIC par jour le calcul est très vite fait de ce que je déclare.

✓ Vendredi matin, je calcule ; d'un côté, je gagne annuellement 32 € au titre des impôts locaux, soit 2,66 € par mois ; de l'autre je perds 254,16 € mensuel d'APL !

✓ Samedi matin, comme beaucoup de Français, j'ai la sensation de m'être fait berné.

✓ Dimanche matin, je me joins à toutes les familles qui, calculant ce qu'on leur donne d'une main pour le reprendre de l'autre, s'écrient amèrement : Monsieur Raffarin, la France d'en bas vous remercie pour la généreuse baisse des impôts annoncée.

Chantal Rointru



Pet'. Les lecteurs de l'article de la Rep' du 17 septembre 2003, qui présente le programme culturel de la médiathèque George Sand jusqu'au printemps 2004, sont encore sous le choc. Dedans, ces expressions hallucinées : « fil conducteur thématique sous-jacent : l'altérité », « semaine dévolue à l'éradication des frontières géographiques et mentales », « démocratiser les codes du continent noir », « barrer ainsi la route aux a priori ethnocentriques », « ressusciter la sculpture des mots »... Ça y est, à la Rep', ils ont commencé à fumer la moquette...

Mosquée. Complètement absent de la scène publique lucéenne depuis mars 2001, ce qui est la marque de son incompétence de gestion, le F-Haine monte en première ligne médiatique sur l'unique sujet exploitable par lui pour les échéances électorales de 2004 : le projet d'agrandissement de la mosquée de Lucé. A-t-il donné de la voix et fait preuve de bon sens à propos de la vie dans les quartiers ? NON. A-t-il fait preuve d'initiatives intelligentes ? NON. A-t-il réagi quand les affaires Morland/Plouzeau/Passavy ont commencé à défrayer la chronique locale ? NON. A quoi sert le F-Haine sinon à susciter la haine ?

Credo. Je vous rappelle le credo de JPG, député, président de la Comach, maire de Chartres : « faire mieux pour moins cher ». Eh bien, figurez-vous que celui de Jacques Morland, maire de Lucé et délégué communautaire, c'est « faire mieux à moyens constants ». L'ambition n'est pas de même envergure !

Dracula et fille. Le 14^{ème} numéro de la revue municipale *Lucé Info* vient de sortir des ateliers de l'imprimerie Chauveau au Coudray. Exit l'imprimerie de l'Indre, que la famille



rer les entreprises sur le territoire lucéen. Les citoyens y ont crû, ses colistiers aussi. On connaît la suite : silence radio.

A l'écoute de ces chiffres peu glorieux, le maire de Lucé et ses adjoints solidaires ne pouvaient que baisser la tête. Un espoir cependant : que le Président de la Comach pousse les élus lucéens à tenir leurs promesses électorales. Mieux vaut freiner des « purs-sang que de tirer des bœufs », avez-vous dit Monsieur Gorges. Aidez-nous donc en vous servant d'un aiguillon !

Claude Joly, conseiller municipal

Que s'est-il passé à Cancun ?

La conférence de Cancun, 5^{ème} conférence de l'Organisation Mondiale du Commerce, s'est terminée sans accord car les négociations ont échoué sur la question des subventions agricoles. Les USA et l'UE subventionnent abondamment leurs agricultures respectives et ceci produit des effets dévastateurs dans les pays en développement envahis par des produits importés à bas prix qui éliminent la production locale (il ne faut pas oublier qu'à l'échelle planétaire la majorité des femmes et des hommes qui travaillent vivent de l'agriculture). Avant Cancun, les USA et l'UE avaient entrepris quelques « réformes » de leur politique agricole ; mais ces gestes modestes — et même assez trompeurs... — n'ont pas convaincu les pays en voie de développement.

Pour la première fois, un groupe de 21 pays, emmené par le Brésil, l'Inde et la Chine, a refusé de céder. L'habitude était pourtant bien installée : derrière la façade multilatérale, c'était le « quad » (USA, UE, Japon et Canada) qui im-

posait ses vues grâce à la multitude des « experts » et conseillers qu'il mobilise et aux pressions de ses entreprises transnationales. L'UE voulait absolument négocier les sujets dits « de Singapour » (investissement, concurrence, transparence des marchés publics et facilitation des échanges). Le G21 a exigé le retrait des subventions agricoles avant toute autre chose. L'accord était impossible.

Quatre pays africains parmi les plus pauvres de la planète ont vu leur demande de diminution des subventions pharaoniques accordées pas les USA à leurs producteurs de coton carrément évacuée du projet de déclaration finale !

Les USA et l'UE pensaient cette alliance de circonstance entre pays en développement fragile : le Brésil est producteur et exportateur agricole alors que l'Inde est importatrice, par exemple. Ils ont cependant fait front commun jusqu'au bout. Ils ont même porté la « contestation », dans les semaines qui ont suivi, au FMI et à la Banque mondiale où ils revendiquent un poids plus important. Cet éveil de ces pays qui

comptaient pour si peu de chose dans les institutions multilatérales est en soi une bonne nouvelle. Mais peut-on se laisser aller à un optimisme naïf ?

Philippe Monti
(ATTAC 28)



De l'OMC au projet de Constitution européenne

Le dogme du libre-échange ne sévit pas qu'à l'OMC. Le projet de Constitution européenne le porte comme un principe absolu et indiscutable.

Dès l'article 3, l'Europe est définie comme « un marché unique où la concurrence est libre et non faussée ». Le même article indique que l'Europe se propose de promouvoir « le commerce libre » avec le reste du monde. Et ce principe d'un marché où la concurrence est libre est répété à de nombreuses reprises. Le débat politique sur les vertus du libéralisme est immédiatement tranché : c'est la liberté du marché qui assure à elle seule « l'allocation efficace des ressources ». La constitution choisit donc une fois

pour toute le modèle économique et social qui s'imposera aux Européens. Plusieurs articles contraignent explicitement l'Europe à mener partout dans le monde le travail de libéralisation tel que l'OMC le conçoit. On a même été jusqu'à cadenciser soigneusement la question des « services d'intérêt économique général » — c'est ainsi que la future constitution appelle les services publics — en interdisant les aides publiques qui faussent la concurrence. Le projet de Constitution prévoit aussi d'interdire toute restriction aux mouvements mondiaux de capitaux : la taxe Tobin est donc constitutionnellement enterrée (sauf choix unanime des 25 États membres !).

Le projet de Constitution

européenne a donc un but évident : rendre constitutionnel le dogme libéral et fermer ainsi tout autre horizon pour l'avenir des Européens : avec le projet de Constitution, le marché est l'horizon indépassable et éternel de l'Europe ! Il va donc falloir exiger que ce projet soit ratifié directement par les peuples pour qu'il y ait un débat public. Bien entendu, une nouvelle fois, ce débat — s'il a lieu — risque d'être étouffé : la pensée unique matraquée par des médias unanimes martèlera que le choix est entre l'Europe (moderne et ouverte) et l'anti-Europe (archaïque et populiste); elle ne parlera que de l'aspect institutionnel et occultera l'implacable logique de marché qui imprègne tout le projet. Un journal comme *Le Monde* a déjà montré à quoi il

fallait s'attendre : après avoir effectué un sondage sur la base de la question « Etes-vous favorable à l'élaboration d'une constitution européenne ? », ce quotidien « respectable » a titré sur le soutien des Français à la Constitution européenne telle qu'elle est dans le projet actuel. A l'évidence, une fois encore, la pensée de marché n'hésitera devant aucune intimidation ni aucune déformation pour imposer « sa » constitution.

Le libéralisme est donc à l'offensive sur tous les fronts. L'épisode de Cancun ne doit pas nous faire oublier qu'il nous faut le combattre pied à pied sur chacun de ces fronts : de l'OMC au projet de Constitution européenne, de la réforme des retraites à celle de l'assurance maladie.

Philippe Monti

Une étrange famine annoncée en Zambie (suite)

Les deux bras armés du libéralisme mondial

Nous publions ici la suite d'un article paru dans *L'Aiguillon* 34, qui s'intitulait *Le plan alimentaire mondial*.

Comment une région possédant 42% des eaux d'Afrique australe a pu être victime de sécheresse ? Comment un pays avec de telles ressources a-t-il pu perdre son autonomie alimentaire ?

Dans le documentaire d'Arte (*Aux frontières de l'humanité*, 16 juillet 2003), il est expliqué que, dès 1990, la mauvaise gestion gouvernementale et la corruption justifient l'intervention des deux bras armés du GATT, la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International. En contrepartie d'une aide financière, ces deux institutions ont prescrit des politiques pour redresser l'économie zambienne et « lutter contre la pauvreté ». Le remède préconisé par le FMI porte le nom d'« Ajustement Structurel ». Les réformes proposées s'attaquaient au soi-disant gâchis de l'administration et à son inefficacité gestionnaire. En clair, cela consiste à libérer l'économie et à faciliter les échanges commerciaux, à réduire les dépenses publiques comme la santé et l'éducation et à privatiser les grandes entreprises nationales en particulier le système agricole nationalisé.

Avant 1990, l'entreprise agricole d'État récupérait la production des paysans et en avait l'exploitation. Chaque paysan gardait juste ce qu'il faut pour sa consommation et de quoi semer l'année suivante. Cette entreprise jugée inefficace et ruineuse a été démantelée. Les paysans ont essayé de créer des coopératives qui ont été supprimées en 1992. Le Marché d'échange du maïs a été libéré avec un cours aligné sur celui du marché mondial d'où la chute des cours des

produits locaux. La production locale n'était plus compétitive. Pour compenser la perte du revenu, les paysans ont dû acheter des engrais pour produire plus donc ils se sont endettés.

En 1996, certains ne pouvaient plus acheter d'engrais, ne pouvaient plus garder de semences pour replanter. Et ils ont importé des semences venant des États-Unis qui leur ont vendu des semences OGM, sans leur dire, pendant sept ans. Les États-Unis trouvent à travers l'aide alimentaire de nouveaux débouchés pour écouler leurs OGM que l'Europe refuse. C'est comme cela que, petit à petit, la Zambie a perdu son autonomie alimentaire.

Aujourd'hui, la Zambie continue d'aller mal. L'ajustement structurel imposé par le FMI et la BM est bien le premier responsable de cette situation désastreuse. Aujourd'hui, le gouvernement zambien refuse les OGM et fait le constat suivant : « Si nous adoptons les OGM, nous n'aurons pas notre propre réserve de semences. Nous avons de magnifiques productions indigènes en Zambie ! Nous nous sommes aperçus qu'une libéralisation sans protection suffisante des entreprises locales n'était pas une bonne idée. Les marchés locaux ont besoin d'une protection contre le libéralisme. Donner de l'aide alimentaire sans aider les pays pauvres à devenir auto-suffisants, c'est faire de la nourriture une arme de destruction massive ».

Nous réclamons le droit des peuples à



- Ce que j'en disais... c'était pour vous aider...

se nourrir eux-mêmes. Les pays pauvres doivent protéger leurs productions vivrières et leurs industries naissantes, et pouvoir exporter une partie de leur production pour acheter des médicaments

Nous demandons une Organisation Mondiale du Commerce Équitable qui ne doit pas être réduit à une aide au tiers monde. Je me rallie au projet de l'association MINGA* qui défend « un commerce équitable pour tous les acteurs économiques au Nord comme au Sud qui puisse répondre aux enjeux d'une mondialisation qui ne soit régulée ni par la spéculation financière, la guerre et la misère, ni par la précarité et la faim ».

Mauricette Girard

*L'association MINGA regroupe une trentaine de structures d'économie alternative et solidaire dont *Perche Activités* et *la Reinette Verte* en Eure-et-Loir.

Humeurs

L'informatique pratique 1. Créer un nouveau dossier dans votre ordinateur. 2. Le nommer « Jean-Pierre Raffarin ». 3. Le mettre à la poubelle. 4. Vider la poubelle. 5. L'ordinateur vous demandera alors : "Voulez-vous vraiment éliminer Jean-Pierre Raffarin ?" 6. Répondre calmement « oui » en appuyant fermement sur le bouton de la souris. 7. Les médecins recommandent de ne pas répéter l'opération avant six heures car il y a risque d'accoutumance.

*Tous les Jean-Pierre se prêtent à l'exercice.

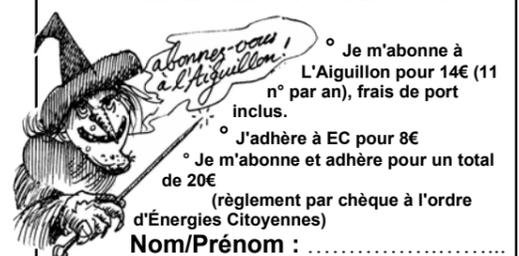
Je me suis réveillé réactionnaire. Ce matin, en allumant *France Inter*, j'ai appris que les personnes qui contestent les réformes iniques de Raffarin sont réfractaires aux réformes. Donc nous sommes des réactionnaires. Quelques bémols à ces reproches : on nous parle de réformes alors qu'il s'agit de la destruction d'acquis sociaux gagnés d'arrache-pied par les trois générations qui nous ont précédés. Dans ses décisions, le gouvernement ne fait que venger les grands patrons humiliés en 36 et déçus par leurs propres petits-enfants en 68. Eh oui, la (vraie) réaction est patiente et plus elle attend, plus elle est rancunière !

Victoire ! On n'entend plus trop JPG et les madelinistes se féliciter de l'intervention américaine en Irak. Pourtant ils pourraient crier victoire, car elle a été belle celle-là, et le peuple irakien vit libre et heureux maintenant !

Vos gueules les mouettes ! Des aiguillons comme ça, on n'en redemande pas. Début octobre, ils avaient fait un ramdam terrible en accusant la loi sur les 35 heures d'être responsable de tous les maux français. Il a suffi que Chirac leur adresse un message très balladurien du style : « Je vous demande d'arrêter cette démarche imbécile » pour que les « réformateurs » de l'UMP pètent un garde-à-vous et s'en retournent au nid couvrir leurs œufs pourris.

Notre-Dame des Calamités. Beauvilliers ne se fera pas dans les 1000 ans qui viennent. Grâce à la fusion entre Air France et KLM qui ouvre la porte au développement de l'aéroport de Schiphol-Amsterdam. Grâce aussi à la décision du gouvernement français de construire à l'horizon 2010 un aéroport à Notre-Dame des Landes, à 30 km au nord de Nantes. Les riverains de cette région marécageuse vont donc devoir lutter contre une nouvelle génération de moustiques mutants.

Je m'abonne ! J'adhère !



Je m'abonne à *L'Aiguillon* pour 14€ (11 n° par an), frais de port inclus.
J'adhère à EC pour 8€
Je m'abonne et adhère pour un total de 20€ (règlement par chèque à l'ordre d'Énergies Citoyennes)
Nom/Prénom :
Adresse :

Énergies Citoyennes 30 rue de Fresnay
28000 Chartres

SUD-Éducation et le « débat national sur l'avenir de l'école »

Depuis la rentrée, les annonces gouvernementales de démolition sociale sont quasiment quotidiennes. Les listes de médicaments « déremboursés » se succèdent, le forfait hospitalier est porté à 13€ par jour, des réductions d'effectif sont annoncées à la SNCF, à La Poste, dans la Fonction publique, des dizaines de milliers de chômeurs vont être radiés des listes de l'ANPE, l'aide aux « fins de droits » est diminuée, le tout sur fond de licenciements qui se multiplient, d'attaques du MEDEF contre la Formation Continue des salariés du privé, d'augmentation des prix et de réduction d'impôts pour les plus riches. Toutes les conditions de la colère contre la régression sociale semblent réunies.

C'est le moment que choisit le gouvernement pour organiser à grand fracas médiatique « un débat national sur l'avenir de l'école ». Nul doute que cette initiative va lui servir à tenter de délégitimer les grèves du printemps dernier, voire à apporter de l'eau au moulin de ceux qui veulent limiter le droit de grève sur le mode « la grève n'est pas légitime puisqu'on peut débattre ». Vous avez dit « dialogue social » ?

Pendant des mois, les Emplois-Jeunes se sont battus contre leur retour au chômage programmé. Le gouvernement les a résolument envoyés pointer à l'ANPE. Pendant des mois, les étudiants-surveillants se sont battus contre leur disparition annoncée. Le gouvernement a résolument mis cette catégorie en extinction. Pendant

des semaines, l'ensemble des personnels est entré en lutte contre la sortie des TOS de l'Éducation Nationale dans le cadre de la décentralisation. Pendant des mois, les enseignants ont protesté et manifesté contre les suppressions de postes et les redéploiements. En janvier, Ferry avait annoncé le recrutement, comme un « engagement fort », de 18 000 enseignants du secondaire. En septembre, il a résolulement déclaré qu'on avait « comme prévu » recruté 14 800 enseignants. Autoritarisme et absence de dialogue d'un côté, mesures dilatoires de l'autre : telle a été la réponse du gouvernement à chaque revendication.

Vous avez dit « dialogue social » ?

On peut dire la même chose du sort réservé aux intermittents du spectacle, de l'avenir de nos retraites : le rouleau-compresseur libéral est en marche. (...) Ferry ose affirmer que « l'objectif de ce débat est d'engager un vrai dialogue social au sein de l'Éducation Nationale » dans le même temps où Darcos déclare que « toutes les questions ont été sinon réglées, du moins mises à la discussion » et qu'il n'y a plus rien à discuter. Ce « Grand Débat » a, pour le gouvernement, un triple objectif : **casser la dynamique de luttes** du printemps dernier en réduisant ce mouvement à quelque chose comme « le malaise des enseignants » ; **détourner l'attention des problèmes** et revendications du service public en la reportant sur le seul domaine de

l'enseignement ; **gagner du temps et diluer** les antagonismes aboutissant à un « diagnostic partagé » déjà rédigé, à la suite duquel l'évidence libérale pourra s'imposer. (...)

Ferry et Raffarin et Chirac ont besoin de ce « débat » pour légitimer la casse programmée. SUD-Éducation ne saurait s'inscrire dans cette logique. Le gouvernement entend réduire à la portion congrue le Service Public, mettre au pas et flexibiliser ses personnels, gérer l'école sur le modèle de l'entreprise, bref faire de l'éducation une marchandise comme une autre. Les personnels, enseignants, ATOSS, MI-SE, Emplois-Jeunes, titulaires et précaires, les parents d'élèves, les étudiants, les élèves ont en mai et juin dernier fait entendre une autre voix, d'autres revendications : celles d'un véritable service public laïque dans une société solidaire, d'une autre école, alternative à la fois à celle qui existe, avec ses inégalités, et à celle dont rêvent les chantres du MEDEF et les gouvernants à sa solde. Cette école pour tous reste encore largement à élaborer, à construire. Cela passera forcément par des débats, à l'image de ceux que les grévistes ont animés au printemps dernier. Ces vrais débats, dans les luttes, avec tous ceux qui le souhaitent, les militant(e)s de SUD-Education sont prêts, comme en mai-juin, à s'y investir, à participer à leur organisation. Mais nous ne cautionnerons pas les manœuvres de Ferry- Raffarin-Chirac.

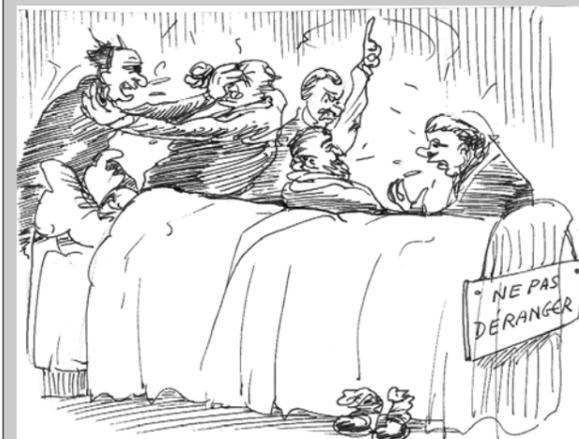
Zoom arrière

Élections cantonales de 1892 en Eure-et-Loir

Record d'abstentions

La campagne électorale de l'été 1892 souffre de ne pas posséder d'enjeu. Les citoyens ne semblent même pas se douter que des élections vont bientôt avoir lieu les 31 juillet et 7 août. Sur douze cantons renouvelables, neuf ont un candidat unique. La lutte s'annonce uniquement serrée dans le canton de Maintenon, où Corbière (républicain modéré sortant), Hautefeuille (maire de Gallardon) et Lhopiteau (radical) sont en lice. Partout ailleurs, point de suspense.

A défaut d'autre chose, l'événement vient du changement de ton opéré par les deux principaux journaux du département, traditionnellement opposés. Le très conservateur *Journal de Chartres* prône l'avènement de la république libérale à la place de la république jacobine, cependant que *l'Union Agricole* prêche la réconciliation avec ceux qui voudraient sincèrement se rapprocher du régime. Seul le radical *Progrès d'Eure-et-Loir* maintient la ligne en parlant d'une nouvelle manœuvre des réactionnaires : « Républicains ou monarchistes, ils personnifient aujourd'hui comme autrefois les principes autoritaires, il n'y a de changé que le nom ».



Cela dit, les candidats républicains sont trop guidés par le souci d'apaisement pour reprendre cette thèse à leur compte. Il n'y a guère que Corbière pour se dire adversaire des empiétements des cléricaux et souhaiter l'abrogation du Concordat, et Lhopiteau pour exiger « maintenant que la République est indiscutée, la réalisation des réformes trop longtemps ajournées ». Tous les autres, y compris les candidats les plus situés à droite, répètent qu'ils souhaitent une société tolérante. Pour le reste, ils s'accordent pour réclamer encore et toujours une meilleure protection de l'agriculture (le tarif Méline date de janvier), le développement des chemins de fer et vicinaux, de l'instruction primaire. La question de l'assistance publique aux vieillards, aux infirmes et aux accidentés devient de plus en plus d'actualité. Enfin, ils demandent davantage de moyens pour lutter contre le vagabondage qui, à cause de la crise agricole, est perçu comme un fléau.

Au soir du 1^{er} tour, Terrier (Dreux) et Louis (Châteaudun, élu en juin 1890 suite à la démission de Moisant) retrouvent leur siège, respectivement vainqueurs de d'Alvimare et de Hateau. Bourgeois (Chartres-Sud), Prieur (Illiers), Clichy (Janville), Valen (Orgères), Salmon (Brou), Pierre (Châteauneuf, avait été élu en mars 1890 pour remplacer Lepargneux décédé), Laurent (La Ferté-Vidame, il s'agit de Marcel, fils de Charles qui avait été battu par Rayer en 1886), Gouverneur (Nogent-le-Rotrou) et Truelle (Thiron) réintègrent également le Conseil Général. Mais ce que l'on retient surtout des élections est cet impressionnant taux moyen d'abstention : 50,44%. A Thiron, 65% des électeurs n'ont pas voté ; 64% à Brou et à Chartres-Sud.

Comme prévu, il y a besoin d'un second tour dans le canton de Maintenon. Lhopiteau est arrivé en tête (965 voix), suivi par Corbière (899 voix) et Hautefeuille (709 voix). 34% des électeurs ne sont abstenus. Pour le 2^{ème} tour, les trois hommes se maintiennent. C'est alors que Lhopiteau déclare dans *le Progrès* abandonner son étiquette de républicain radical ou progressiste pour se dire « partisan d'une république aimable, ouverte à tous, libérale pour tous, sans exception et au même degré ». Et effectivement, le dimanche 7 août, il gagne avec 24 voix d'avance sur Corbière (1.074 contre 1.050). Quant à Hautefeuille, son score baisse à 639 suffrages. A l'occasion, le taux d'abstention a encore baissé : 29,5%.

Dans son édition d'entre deux tours, du 4 août, *l'Union Agricole* n'avait pas eu pas le triomphe modeste : « les élections du 31 juillet ont été un nouveau succès pour le parti républicain tout entier ». Sans adversaire, il est des victoires faciles... En réalité, l'euphorie unitaire est un leurre. La lutte pour la suprématie entre républicains modérés et radicaux a déjà commencé depuis longtemps. L'élection de Maintenon le prouve.

Gérard Leray

(à suivre dans l'A36, 1895 : le docteur Mercier fait l'apologie de la réconciliation)

Vu à la télé

La tortue solidaire

Solidarité est un mot que l'on entend beaucoup ces temps-ci. Que penser quand elle est prêchée par un gouvernement solidari-cide ? Quand ce même gouvernement envoie la très médiatique première dame de France, généreuse et solidaire Bernadette, vendre sa petite tortue en cristal dans une émission de télé on ne peut plus populiste*, comme c'est touchant !

La solidarité, ne serait-ce pas en premier lieu toutes ces contributions mutualisées à la paix et à la justice sociale que sont l'impôt sur le revenu, la sécurité sociale, la taxe professionnelle, les régimes de retraite, le régime chômage... Toutes ces garanties obtenues de haute lutte qui permettent aux services publics de garantir à chacun le droit à la santé, à l'éducation... et qu'on assassine à petit feu ? On entend dans la bouche de ces mêmes responsables de délocalisations d'entreprises (privant de travail des régions entières, en même temps qu'ils maintiennent des pays en voie de développement en état de dépendance et d'insécurité économique) qu'il ne convient pas que les revenus salariaux soient pénalisés par rapport aux revenus sociaux. Parce que c'est bien connu : on choisit d'être chômeur...

Le principe de contribution des salariés à la solidarité nationale n'a jamais été remis en cause par ces mêmes salariés. C'est le patronat qui se plaint du coût de la main d'œuvre, parce que, pour lui, le profit passe avant la personne humaine.

La solidarité, messieurs et mesdames les grands « d'en haut

» (puisque vous nous avez fait savoir que nous sommes dorénavant citoyens d'une France à deux étages), ce n'est pas la redistribution au compte goutte et en fonction de votre bon vouloir de ce que vous dérobez à la France d'en bas, la culpabilisant au passage de son manque de solidarité à l'égard de ses anciens. La solidarité nationale ce n'est pas un gala de charité. Ce n'est pas donner une petite pièce à ceux qui sont dans le besoin, c'est permettre à chacun de vivre et de vieillir dignement du fruit de son travail. Cela n'exclut pas les autres formes de solidarité, attention à son voisin, à l'exclu, à l'isolé, à l'étranger.

Alors pour Bernadette, mention « peut mieux faire ». Consentir encore un effort et déjà être claire dans sa comptabilité, notamment en ce qui concerne les voyages de sa petite famille et ses dépenses de bouche et revenir nous faire, par exemple, de la pub pour le crédit coopératif et l'épargne solidaire et nous expliquer comment, en serrant un peu sa ceinture et celle de son héros, ils ont contribué à sauver une entreprise française en difficulté, à créer quelques emplois (pas fictifs), à utiliser les services d'un comptable pour le budget familial (il semblerait qu'elle ait quelques difficultés en maths...). Et peut-être aussi, afin d'expier quelques petites indécélités financières, effectuer un TIG auprès des personnes âgées isolées, loin du regard de la caméra.

Elisabeth Calu

* *Au nom des autres* : « de vie », France 3, 29/09/03

Point de vue

De l'autre côté de la lumière et du parfum

Vous avez dit fête de la lumière et du parfum ? Pour le parfum je peux rien dire, j'ai pas senti grand-chose, par contre pour la lumière, j'y étais le dimanche soir 21 septembre. C'était pas la foule, la ville était même étrangement déserte, presque une ville fantôme. Donc, avec plan du parcours en main et lampe de poche au cas où et appareil photo, me voilà en route pour une promenade nocturne.

Le sol cloître Notre Dame, parcours lumineux, c'est plutôt joli, mais pourquoi avoir mis autant de décibels pour le Messie d'Haendel ? La façade occidentale blafarde, on dirait un monument en ruine. Où est l'élégante et grandiose élévation des flèches ? Envolée disparue. Je continue et là, vision d'horreur à gerber, oui à gerber : les sponsors s'étalent sur les murs du cloître Notre-Dame. C'est vraiment nul de les avoir mis si près de la cathédrale, ça tue, ça pue le fric.

Le portail Nord en couleurs mais pas comme au Moyen Age où les couleurs étaient moins fluo, là on est vraiment au XXI^{ème} siècle ! Ça crève les yeux.

Le feu chapelle Saint-Piat c'est du n'importe quoi, la façade du musée animée c'est bien et même très bien, le jardin de l'Évêché mais pourquoi tant de décibels dans les oreilles ? La fête du bruit n'existe pas... Vite fuyons ! Tertre Saint-Nicolas ça va, église Saint André c'est le pied, je suis l'unique à profiter de l'habillage de couleurs, les ponts et leur histoire c'est sympa, j'apprends de petites choses, un peu d'histoire et de culture, je passe

rapidement dans les rues mal éclairées, on nous avait pourtant annoncé une fête de la lumière à grand renfort de publicité, vive la lampe de poche ! Un casque de mineur avec lampe frontale aurait été plus approprié... Des jeunes avec une sono plein pot, des rythmes techno fuyons, fuyons... La fête de la musique c'est le 21 juin n'est ce pas ?



regretter d'être venu. On avait dit fête de la lumière pas du bruit et puis, à certains endroits de la ville coté parfum, ce sont de belles et bonnes odeurs d'égouts et, venant de certains restaurants et brasseries, des odeurs de brûlé qui n'ont rien de ragoûtant, vraiment rien que des odeurs à vous écœurer.

Bon, de toute façon, rien à craindre sur le plan culturel dans les années à venir, avec le chantier pharaonique, on sait que nos sous vont servir à couler du béton et pas à encourager la création artistique...

Barbouze de chez Fior

Comment l'Occident cautionne la dictature de Poutine, édiflée sur le génocide tchéchéne

Tchéchénie

Au moment de l'élection frauduleuse d'Akhmad Kadyrov, candidat unique choisi par Moscou à la présidence tchéchéne, le 5 octobre dernier, on a failli croire au retour de la Tchétchénie sur le devant de l'actualité. Documentaires télévisés sur *France 2* et sur *Arte*, articles dans la presse, une stupéfiante inter-

view d'Aslan Maskhadov, le président authentiquement élu, dans *Le Monde* du 3 octobre, où celui-ci plaide notamment pour que l'Europe aide Poutine à se sortir de la guerre qu'il a déclenchée.

Depuis, silence radio. Si, une vague commémoration de la prise d'otages du théâtre de la Dou-

brovka, l'an dernier à Moscou, dont le président russe a d'ailleurs profité pour glisser que les gaz étaient en fait « inoffensifs » ! Pas grave : les familles des victimes sont déboutées et les dirigeants occidentaux ne pipent mot, trop occupés à préserver l'ordre économique.

Ainsi, le gouvernement français, premier ministre en tête, se trouve-t-il à Moscou le 6 octobre pour « défendre les intérêts de la France », précise-t-il. Il n'y avait bien sûr rien d'autre à déclarer ce jour-là. Les citoyens surinformés que nous sommes savent presque tout : nous avons tous vu Grozny transformée en champ de bataille, « assisté » grâce au courage et aux ruses des reporters à ces terrifiants ratissages où disparaissent les hommes, entendu les récits des veuves, des mères, les propos vengeurs de ceux qui n'ont connu que la guerre. Et la liste pourrait être longue encore, des viols, des assauts lancés dans les villages sous prétexte de la présence d'« islamistes », de l'eau introuvable, car souillée par les cadavres. Que faire de toute cette information ?

Le déshonneur russe

Il est une journaliste russe qui ne se décourage pas d'informer, au péril de sa vie que protège sa seule notoriété dans son pays comme à l'étranger, d'en appeler aux gouvernements et aux institutions internationales : Anna Politkovskaïa. Son dernier livre, *Tchéchénie, Le déshonneur russe* (Buchet/Chastel), est le bilan de quelque quarante missions dans le Caucase nord, où elle s'escrime à débrouiller l'écheveau de la guerre coloniale, à dénoncer les exactions

commises par les soldats fédéraux, le mépris dont sont victimes les Tchétchénes, le racisme anti-caucasien quasi institutionnel en Russie et son soubassement politique.

Pourquoi les Russes s'acharnent-ils

ainsi ? André Glucksmann, dans sa préface, donne cette explication : « Du XVII^{ème} siècle à nos jours, les guerres de Tchétchénie sont offertes en exemple pour la nation entière », ainsi, textuellement, Poutine pré-

senta-t-il son expédition militaire. Les guerres tchéchénes se déchiffrent comme un bréviaire d'obéissance et s'imposent comme le catéchisme de la servitude. Le martyr caucasien est tenu pour dissuasif, la crucifixion des montagnards insoumis doit servir de modèle pour tous. A chaque Russe de comprendre ce qu'il en coûte de vouloir résister aux ordres venus d'en haut. Anna Politkovskaïa explicite les conséquences d'une telle stratégie : « En Tchétchénie, nous sommes tombés dans un trou noir, nous avons élevé une telle quantité d'assassins cyniques qu'ils pourront satisfaire les besoins en tueurs à gages de la planète entière. Je réponds de mes paroles, une personne sur deux tuée en Tchétchénie est, au bas mot, un civil abattu dans des conditions de justice sommaire. Cela veut dire que des milliers de militaires qui ont servi en Tchétchénie sont des bourreaux aux mœurs très spécifiques ».

Apparemment indifférent à ce cauchemar, l'Occident n'est pourtant pas incapable de s'émouvoir : les déboires des oligarques et les rumeurs de nationalisation pétrolières font vaciller les bourses, que le génocide n'a pas fait osciller une seconde. Quelques yeux peut-être vont se déciller. Si ce pouvait être le début d'une prise de conscience de l'horreur post-soviétique.



Chantal Vinet

Extrait de l'ouvrage d'Anna Politkovskaïa. *Tchéchénie, Le déshonneur russe* (Buchet/Chastel), 2003.

Dans ses discours publics, Poutine joue avec une phraséologie chauvine, exploitant à fond l'idée d'un État fort. Mais comment cette idée se manifeste-t-elle concrètement ? Citoyens russes, de quoi pouvons-nous être fiers ?

Il y a peu de résultats positifs dans la Russie de Poutine : l'économie reste toujours dominée par les oligarques, la protection sociale est inexistante. Sur quoi bâtir alors une politique intérieure ? Sur la nostalgie de la « grande Union soviétique » et sur celle de l'Empire, car nous avons très envie de nous sentir « grands ». Et il n'y a pas de meilleur moyen pour cela que de créer une nouvelle « zone de résidence » et d'en tirer parti idéologiquement. Voilà qui explique le torrent de sottises dont le pouvoir nourrit le peuple : on parle d'une « renaissance de l'armée nationale » en Tchétchénie, mais si renaissance il y a, c'est celle d'une anarchie policière sanctifiée par l'État ; on cultive le mythe d'une « lutte contre le terrorisme international » et celui d'un peuple tchéchéne moyenâgeux...

Après un bref interlude eltsinien, la Russie, amputée des « républiques sœurs » de l'URSS, sentit qu'elle n'était pas capable de vivre confortablement sans traditions ni ambitions impériales. Elle eut besoin d'un « petit » et d'un « méchant » pour pouvoir se sentir grande et importante. La joie orgasmique d'être une puissance se nourrit de l'écrasement, de l'humiliation de l'autre, que l'on peut piétiner en toute impunité. Le principe est simple : ici, c'est la zone de résidence pour les « méchants » qu'il faut « rééduquer », et là, par rapport à cet enfer, le reste du territoire russe, où vivent les « bons », semble un paradis.

Telle est la nature de notre patriotisme néo-impérial et néo-soviétique – embrassé par Poutine et par toute la « verticale du pouvoir¹ ». Aujourd'hui, la plupart de nos gouverneurs sont des mini-Poutine qui parlent de l'État fort et du patriotisme et fustigent les « ennemis du peuple »...

En fait, l'Occident ne se donne pas la peine de réfléchir au prix du « phénomène Poutine » : aux droits de l'homme en Tchétchénie qui font partie de ce prix, à la justice sommaire devenue la norme en Russie, à la possibilité même de l'existence d'un ghetto dans l'Europe du XXI^{ème} siècle...

Pourquoi ? Je n'ai pas de réponse. Pendant des décennies, le monde occidental s'est proclamé défenseur des droits de l'homme, et subitement, dès la fin du XX^{ème} siècle, ce même Occident a adopté un double standard : il existe des droits de l'homme canoniques et inaliénables pour une utilisation interne, occidentale, et d'autres droits de l'homme plus souples, voire inexistants, pour les ex-Soviétiques, y compris les Tchétchénes qui souffrent d'un pesant arbitraire militaire.

Comment le prouver ? Très simplement. Je ne vois toujours pas, parmi les leaders du G7, un président ou un Premier ministre qui essaie de secouer le cocotier ! Je n'en vois aucun sortir des rangs pour dire : « Je pose un ultimatum à Poutine : soit il met de l'ordre en Tchétchénie et reprend le contrôle de son armée, soit nous ne sommes plus amis ! »

Personne ne le fait. Et cela convient au chef de l'État russe, pour préserver son pouvoir personnel. Mais ne confondez pas ce pouvoir avec toute la Russie. La Russie, belle, intellectuelle, puissante, paie également le prix du « phénomène Poutine » pendant que l'Amérique, l'Europe et notre président sont si contents les uns des autres.

Faut-il brûler Jules Ferry ?

« Ceux que l'école a libérés sont plus que tous les autres enclins à croire en l'école libératrice. Aliénés par leur libération, ils mettent leur foi en l'école libératrice au service de l'école conservatrice qui doit au mythe de l'école libératrice une part de son pouvoir de conservation ». Pierre Bourdieu.

Cet article se veut une contribution à l'élaboration d'une stratégie pour le mouvement enseignant en France, pour ne pas en rester à l'échec du printemps dernier. L'expérience des luttes récentes montre que les enseignants n'ont une chance d'imposer leurs revendications à un gouvernement partisan du capitalisme néolibéral le plus brutal que s'ils font en sorte que ces revendications coïncident réellement avec les intérêts de ceux qui souffrent le plus du désordre établi.

On ne peut défendre l'égalité en droit des élèves face au système scolaire que si on dénonce et combat les inégalités qui existent de fait. Les statistiques de l'INSEE sont éclairantes : les enfants d'ouvriers représentent 22% des élèves en classe de 6ème, mais seulement 3% des étudiants dans le groupe des dites très grandes écoles (HEC, ENA, Centrale, Polytechnique, IEP-Paris, ENS, Ecole des Mines) (1).

A résultats scolaires équivalents, les enfants d'ouvriers s'orientent majoritairement vers les IUT et les STS après le bac, tandis que les enfants de cadres vont en classe préparatoire aux grandes écoles (2). Le même diplôme, une fois obtenu, ne met pas à égalité tous ceux qui le détiennent : après 5 ans de vie active un fils d'ouvrier diplômé d'une grande école gagne 10% de moins qu'un fils de cadre sorti de la même école.

Aux inégalités de classe se superposent celles liées au sexe et à la nationalité des parents. Ceux qui prétendent mettre fin à la mixité à l'école sous le prétexte fallacieux que les filles intimident les garçons devraient méditer ceci : s'il y a bien 60% de filles dans les lycées d'enseignement général, elles ne représentent que 40% des bacheliers scientifiques (3). On pourrait objecter qu'il ne s'agit que d'un retard qu'on rattraperait en encourageant les filles à intégrer les filières scientifiques. Mais il ne suffit pas d'être motivé(e) pour y parvenir : ainsi les classes préparatoires aux grandes écoles scientifiques ne comptent que 25% de filles, et les écoles d'ingénieurs seulement 15 à 20%. Sur 200 ingénieurs, on trouve 24 hommes qui occupent des postes de direction, mais seulement une femme dans ce cas.

Impuissance et ressentiment

Si l'on prend en compte les inégalités dues à l'origine nationale des parents, même en l'absence d'études fouillées à ce sujet, il y a fort à parier qu'une collégienne fille d'ouvriers algériens, habitant un grand ensemble à la périphérie d'une ville moyenne de province (4), n'a que des chances infinitésimales d'intégrer 5 ou 6 ans plus tard Centrale ou Polytechnique, quand bien même elle ferait preuve de compétences scolaires largement supérieures à la moyenne des élèves de son âge, toutes classes sociales d'origine confondues !

Or la stratégie des hommes politiques qui souhaitent livrer le système scolaire à la marchandisation et à la privatisation consiste précisément à tirer parti de la culpabilité et du ressentiment. Sentiment inavouable de culpabilité chez les enseignants qui constatent chaque jour que tous leurs efforts sont impuissants à empêcher la relégation ou l'élimination des enfants issus des classes populaires. Ressentiment de tous les anciens élèves qui n'ont pas obtenu du système scolaire les diplômes qu'ils espéraient, ou qui n'ont pas obtenu du marché du travail le rendement qu'ils escomptaient pour leurs titres scolaires.

Il y a quelques années, le très peu regretté ministre de l'Education Nationale, Claude Allègre, a poussé très loin l'art de jouer sur ces deux sentiments. Pour combattre efficacement cette stratégie méprisante mais efficace, il ne suffit pas d'en appeler à un mythique âge d'or de l'école républicaine, celle de Jules Ferry et des « hussards de la république » : il faut exiger et obtenir les conditions matérielles et morales nécessaires à un enseignement véritable.

Stéphane Mourad

(1) Lire à ce sujet, entre autres, V. ALBOUY et Th. WANECQ, « Les inégalités sociales d'accès aux grandes écoles », *Economie et statistique*, 361, 2003, p. 27-52.

(2) C. BAUDELOT, B. DETHARE, S. LEMAIRE, F. ROSENWALD, « Les classes préparatoires au fil du temps », colloque de l'UPS du 23 mai 2003, disponible sur <http://www.cefi.org>

(3) Statistique disponibles sur le site internet du ministère de l'éducation nationale.

(4) Toute ressemblance avec tel ou tel cas d'élève que peuvent connaître les enseignants chartrains et drouais n'a strictement rien de fortuit.

L'Aiguillon

Points de vente fixes

A Chartres : Mille-Pattes (mail Jean-de-Dunois), le Khédivé (avenue Jehan-de-Beauce), la Civette (place du Cygne), le Floribar (rue de la Clouterie), le Fontenoy (rue St-Michel) Aux Trois J (boulevard Charles-Péguy).

A Mainvilliers : le Jourdan (rue de la République).

A Lucé : le Cosmos (place des Arcades).

Imprimerie : Chartres Repro
Directeur de la publication : Gérard Leray
ISSN 1625-7707

Énergies Citoyennes
30, rue de Fresnay - 28000 Chartres
<http://www.energies-citoyennes.info>
aiguillon@energies-citoyennes.info

Ils ont participé à l'écriture de L'Aiguillon 35 : Pepe Carvalho, Solferino, Chantal Rointru, Fari Bole, Gérard Leray, Lhooq, Chantal Vinet, Dominique Chéron, Elisabeth et Denys Calu, Musenpeine, Gilles Loiseau, Gildas Lahalle, Céline Prier, Dimitri Keltchewsky, Horace Lenain, Jean Pùlassueure, Janine Orssaud, Michel Renoult, Laurence Petit, Mauricette Girard, Barbouze de chez Fior, Philippe Monti, Sud-Education, Claude Joly et Stéphane Mourad.

27 septembre 2003 : la 2^{ème} Fête de l'Égalité

Solidarité avec les Sans-Papiers

Pour la deuxième année consécutive, le « Collectif 28 pour la régularisation des Sans-Papiers » a organisé cette manifestation qui a pour but d'attirer l'attention, d'informer sur la situation de nombreuses personnes vivant dans notre département sans aucun droit. Ces personnes sont soumises à des conditions dignes d'un autre âge par le simple fait qu'elles ne possèdent pas de droit au séjour, ce qui les condamne à la clandestinité, au travail au noir (qui doit bien profiter à quelques uns), à la misère et à la peur.

Dans le Centre Culturel de Beaulieu, Alexis Spire, membre du Groupe d'information et de soutien des immigrés (GISTI), est venu nous expliquer de façon très limpide l'évolution des politiques de l'immigration dans notre pays depuis l'ordonnance de 1945. Il a montré les constantes de ces politiques : adaptation aux besoins de notre économie, soupçon systématique de "l'étranger" considéré comme dangereux, aggravation des choses avec le projet de loi Sarkozy (ndlr : définitivement adopté fin octobre). Abdellha Farmaghi, membre du Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP), nous exposa ensuite le par-

cours d'un demandeur d'asile et le fonctionnement des CADA (Centre d'Accueil des Demandeurs d'Asile) et de celui de Chartres en particulier. Nous avons été frappés de la qualité d'écoute et émus des témoignages apportés par des Sans-Papiers.

Cette fête a aussi comme objectif la rencontre et l'amitié ; cette année encore, les groupes de jeunes musiciens chartrains ont apporté leur concours artistique, donnant à la soirée une ambiance festive complétée par un festin partagé. Cependant, cette année, si nous nous sommes réjouis de nouvelles présences, nous devons constater une présence moins importante des Sans Papiers. Il est évident que la peur est à l'œuvre du côté des Sans-Papiers, peur provoquée par la réforme législative de Sarkozy et par l'effectivité des reconduites et expulsions mises en œuvre depuis quelques mois.

En effet, l'ordonnance de 1945 sur l'entrée et le séjour des étrangers en France subit sa nième réforme avec la loi Sarkozy. Celle-ci peut se résumer en quelques mots : l'obsession de la lutte contre la clandestinité, contre la fraude et le prétendu détournement de procédures. La réforme apporte avec elle une

overdose de surveillance, de suspicion systématique et de contrôle. Elle méconnaît les droits fondamentaux du respect à la vie privée et familiale, de la liberté d'aller et de venir.

Au niveau de notre société, c'est le silence quasi général sur toutes ces mesures ; avons-nous perdu tout sens de la justice et de l'indignation ? Il nous semble important de rappeler que les mesures qui frappent les étrangers sont aussi des mesures contre l'ensemble des citoyens, et que le « bien-être » sécuritaire est un leurre qui a déjà été utilisé dans l'histoire pour faire passer des choses épouvantables.

Nous sommes tous concernés lorsque les personnes sont ainsi maltraitées. Le Collectif est ouvert à toute personne désirant s'engager dans cette lutte, nous avons besoin de vous, seule l'action active et collective permet de résister.

Janine Orssaud (MRAP)
et Michel Renoult
(Pastorale des Migrants)

Tibet 53 ans sous la botte chinoise

A l'occasion de la venue à Paris du 14^{ème} Dalaï-Lama du 11 au 17 octobre 2003, le Comité de Soutien du Peuple Tibétain (CSPT) souhaite rappeler la situation actuelle du Tibet annexé par la Chine depuis 53 ans.

Aujourd'hui encore, malgré les quelques signes d'ouverture de la Chine grâce à une constante pression internationale, les Droits de l'Homme sont bafoués quotidiennement au Tibet : tortures et exécutions de prisonniers d'opinion, stérilisations et avortements contraints, interdiction des pratiques culturelles, pillage des ressources naturelles...

Chef temporel et spirituel du peuple tibétain, le Dalaï-Lama est devenu une des grandes figures spirituelles de notre temps. Son message de paix et de compréhension résonne différemment et propose d'autres solutions aux conflits internationaux. Depuis 1959, il parcourt inlassablement le monde à la recherche d'un soutien pour son pays.

Dans le cadre de ce soutien, le CSPT propose aux mairies de parrainer (sans contribution financière) un prisonnier tibétain d'opinion. En Eure-et-Loir, quatre municipalités nous ont rejoints : Bleury, Chartres, Dammarie et Droue-sur-Drouette. Des groupes actifs de citoyens se sont formés pour organiser des actions culturelles d'information et de sensibilisation.

Nous restons à la disposition d'autres municipalités qui souhaiteraient se joindre à nous.

Laurence Petit

(pour le CSPT 28).

73 rue Gaston Coûté à Chartres (06.88.97.46.57)



L'orchestre effrayant !

En concert guest : LA MACHINE

A L'ESPACE SOUTINE DE LEVES, LE 29 NOVEMBRE 2003

A PARTIR DE 19H30, DANS LE CADRE DE « LA DERNIERE NUIT »

Krzysztof Styczynski est le fondateur de la revue 21-3 et des Editions CAEDERE, il enregistre un CD avec Michel Bulteau et MARY X (à paraître) et passe une année avec le groupe NOIR DESIR (pour lequel il est à l'origine du titre « Des armes ») sur l'intégralité de sa dernière tournée. Avec eux, il entame le projet littéraire, musical et photographique « Les cités désunies » (dont la plupart des textes de l'Orchestre Effrayant sont issus), il en interprète un premier extrait accompagné de Serge Tessot-Gay lors d'une carte blanche offerte à 21-3. La rencontre avec Lionel Fondeville venant tout droit de la musique et de l'image, donne rapidement naissance à l'Orchestre Effrayant et aux « chansons » que vous pourrez entendre à L'Espace Soutine pour le quasi premier concert, avec interventions vidéo de Jean-Yves Cousseau.

RESERVATIONS : FNAC. ESPACE SOUTINE 02 37 36 16 79. France BILLETTERIE - 14 ET 10 EURO

LA TECHNIQUE DE L'EPONGE. Tu connais la technique de l'éponge ? Au début c'est tout propre et ça commence par se frotter aux taches (c'est son rôle), absorber les bavures (c'est son rôle) en s'imprégnant de toute cette crasse jusqu'au jour où la teinte de cette fréquentation devienne la propre teinte de l'éponge, indélébile, ineffaçable, ça concerne le pouvoir, c'en est indissociable. Pour laver les crasses, moi j'ai choisi le style « savonnette » : me glisse sur toi jusqu'aux endroits les plus intimes, te couvre de ma odeur et de mon parfum que tu peux choisir. De plus je suis : insaisissable. Mais pourquoi en suis-je arrivé là ? Oui, pour le choix. C'est toujours de mise, le choix, tu saisis ?